

Chapitre VII. Comment lutter contre le chômage ?

<p>Objectifs d'apprentissage</p> <ul style="list-style-type: none">- Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi.- Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel.- Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi).- Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel.- Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.	<p>1. Les sources du chômage.</p> <p>1.1. La mesure du chômage et du sous-emploi : des indicateurs pour connaître la situation du marché du travail.</p> <p>1.1.1. Les indicateurs de la situation du marché du travail : taux de chômage, taux d'emploi et taux de sous-emploi.</p> <p>1.1.2. La mesure de deux formes de chômage : chômage conjoncturel et chômage structurel.</p> <p>1.2. L'importance du chômage structurel.</p> <p>1.2.1. Les problèmes d'appariements entre offre et demande de travail : frictions, inadéquations spatiales et de qualification se traduisent par l'existence d'un chômage.</p> <p>1.2.2. Les asymétries d'information induisent, en théorie, des salaires plus élevés que le salaire d'équilibre et donc un risque de chômage accru.</p> <p>1.2.3. Le rôle ambigu des principales institutions du marché du travail sur l'importance du chômage : salaire minimum et règles de protection de l'emploi divisent les économistes.</p> <p>1.3. Les causes du chômage conjoncturel.</p> <p>1.3.1. Un choc d'offre : l'exemple d'un arrêt brutal de l'activité comme lors d'un confinement ayant suivi la pandémie du coronavirus.</p> <p>1.3.2. Un choc lié à la demande globale</p>	<p>2. Les politiques de lutte contre le chômage.</p> <p>2.1. Les politiques de lutte contre le chômage conjoncturel : l'exemple des politiques de soutien de la demande globale.</p> <p>2.1.1. Les politiques budgétaires de relance de la demande par la consommation ou par l'investissement.</p> <p>2.1.2. Les politiques monétaires expansionnistes : baisse des taux d'intérêt et accroissement des liquidités afin d'accroître l'offre de crédits des banques.</p> <p>2.2. Les politiques d'allègement du coût du travail permettent de lutter contre le chômage structurel.</p> <p>2.2.1. Les effets positifs d'une politique d'allègement du coût du travail sur le niveau du chômage.</p> <p>2.2.2. Des exemples illustratifs d'une politique de faible coût du travail : une comparaison entre la France et des pays anglo-saxons.</p> <p>2.3. Les politiques de formation pour lutter contre une autre forme de chômage structurel.</p> <p>2.3.1. Une formation des salariés adaptée aux besoins des employeurs favorise l'appariement de l'offre et de la demande de travail.</p> <p>2.3.2. Les exemples de la France et de l'Allemagne : une politique de formation professionnelle différente.</p> <p>2.4. Les politiques de flexibilisation permettent de lutter contre les rigidités du marché du travail.</p> <p>2.4.1. Les différentes formes de flexibilité peuvent favoriser l'adaptation des entreprises et réduire le chômage structurel.</p> <p>2.4.2. Des politiques de flexibilité aux politiques de flexisécurité</p>
---	---	--

CH. Comment lutter contre le chômage ?

Les sources du chômage

Il existe d'importants débats entre économistes pour déterminer les causes du chômage : les débats opposent essentiellement les économistes keynésiens et les économistes néoclassiques. Les premiers mettent en avant la faiblesse de la demande globale de biens et services qui n'incite pas les entreprises à produire et à embaucher. À l'opposé, les économistes néoclassiques estiment que les conditions d'offre prédominent : trop de règles imposées par l'État, trop de charges sociales, etc. empêchent les entreprises d'embaucher et de produire et vendre de manière rentable. Ces idées sont au cœur de la première partie.

Les politiques de lutte contre le chômage

Les politiques proposées par les économistes ou celles réellement mises en œuvre par les différents gouvernements dépendent des conceptions sur les causes du chômage mais aussi de la situation concrète du marché du travail. Nous étudierons dans cette partie les principales politiques proposées et mises en œuvre.

1. Les sources du chômage...

2. Les politiques de lutte contre le chômage.

2.1. Les politiques de lutte contre le chômage conjoncturel : l'exemple des politiques de soutien de la demande globale.

2.1.1. *Les politiques budgétaires de relance de la demande par la consommation ou par l'investissement.*

En cas de chômage conjoncturel lié à un ralentissement ou à une baisse de la demande globale, l'État doit réaliser une politique de relance de la demande. Pour cela, il utilise son budget par l'intermédiaire de ses dépenses ou de ses recettes pour augmenter la demande globale. Les entrepreneurs anticipant cette hausse de la demande décideront de produire plus et d'embaucher plus.

Suivant la situation réelle, l'État peut jouer soit sur la consommation et l'investissement des ménages soit sur l'investissement des entreprises. Bien sûr, il peut décider de relancer les différents éléments de la demande globale (voir paragraphe 1.3.2). C'est ce que nous allons détailler.

Commençons par la consommation des ménages. L'État peut baisser les impôts ou les taxes payés par les ménages. Ces derniers verront leur pouvoir d'achat augmenter : les entrepreneurs vont anticiper une hausse des achats donc de la demande. Les entreprises vont donc produire plus, embaucher voire investir. La hausse de l'emploi devrait donc permettre de réduire le chômage conjoncturel. L'État peut aussi décider d'augmenter les revenus des ménages par

exemple les revenus qu'il distribue lui-même comme les diverses allocations (familiales, chômage, etc.) mais aussi il peut décider d'augmenter le [salaire minimum](#). Quoi qu'il en soit, cette hausse des revenus relance la consommation, et donc la production et l'emploi. **De plus, si elle concerne plutôt les plus pauvres, l'effet sur la production et la demande pourra être plus important.** En effet, on peut penser que le supplément de [revenu](#) se traduira par une forte hausse de leur consommation (ces ménages ayant une forte **propension à consommer**) : les entreprises produisant des biens ou des services de consommation verront leurs débouchés augmenter plus fortement. Elles produiront plus et pour cela embaucheront. À l'inverse, si la hausse des revenus touche surtout les ménages ayant les revenus les plus élevés, il y a un risque que cette hausse se traduise par une augmentation de l'épargne (on dit qu'ils ont une faible propension à consommer et donc une forte propension à épargner) n'ayant pas d'impact direct sur la demande, la production et l'emploi. Par exemple, lors de la crise de 2008, le gouvernement, en France, a décidé, entre autres, que les chômeurs n'ayant pas suffisamment cotisé percevraient 500 €, que l'indemnisation du chômage partiel passerait de 60 % du [salaire](#) brut à 75 %, que les bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire auraient une prime de 150 € et que l'impôt sur le revenu des plus défavorisés serait réduit. Vous voyez que ces mesures visent à relancer la consommation des moins favorisés pour avoir plus d'impact en matière de [croissance économique](#) et d'emploi.

Précisons maintenant ce qu'est une politique de relance par l'investissement. Dans ce cas-là, c'est bien évidemment l'investissement que l'État cherche à faire augmenter. L'État peut investir lui-même : on parle parfois de **politique de grands travaux**. Il peut faire construire des routes, des ponts, des ports, des voies de chemin de fer, etc. Le rôle de l'État est de choisir les investissements à réaliser et de financer les travaux qui seront, en fait, réalisés par des entreprises : ces dernières verront leur activité augmenter. La production augmentera donc ainsi que l'emploi. Il y aura donc plus de revenus distribués : la consommation des ménages augmentera elle aussi. Conséquence simple : la production de biens et services de consommation augmentera ainsi que l'emploi dans ces secteurs d'activité. Deuxième possibilité : l'État peut aussi favoriser l'investissement des ménages c'est-à-dire la production de logements ce qui est source d'activité et d'emplois dans le BTP encore. Enfin, l'État peut encourager l'investissement des entreprises par exemple en réduisant les charges qu'elles doivent payer. Ces dernières auront ainsi plus de moyens financiers pour investir. Dans ce cas-là, c'est la production de biens de production (machines, etc.) qui sera favorisée : les entreprises les produisant augmenteront donc

leur production et leurs embauches. Ainsi, l'emploi augmentera. Les individus qui trouvent un emploi pourront augmenter leur consommation ce qui augmentera là encore la demande de biens et services de consommation et donc leur production. Il y a aura une accélération de la croissance économique, une hausse de l'emploi et une baisse du chômage. En tout cas, c'est ce qui prévu. Illustrons ces différents points en partant toujours de la politique de relance réalisée en France lors de la crise des *subprimes*, en 2008. L'État a décidé notamment de financer 4 lignes à grande vitesse pour les trains, la construction d'un second EPR (un type de centrale nucléaire), le canal Seine-Nord et une galerie de sécurité à côté du tunnel routier du Fréjus. C'est un exemple de politique des grands travaux. Pour relancer l'investissement en logement des ménages, l'État a décidé de favoriser l'achat de logements neufs pour les ménages ayant des revenus faibles : le prêt à taux zéro (prêt sans intérêt qui complète un autre prêt classique lors de l'achat d'un logement) est passé de 20 % du prix du logement à 30 %. Cela rend moins coûteux pour les ménages l'achat de logement. Enfin, pour relancer l'investissement des entreprises, il a été prévu d'accélérer l'amortissement des investissements réalisés (ce qui se traduit comptablement par des charges plus élevées plus rapidement et donc des bénéfices comptables plus faibles plus rapidement et donc un impôt sur les bénéfices plus faible : les entreprises ont donc immédiatement plus d'argent disponible pour investir). L'État a aussi prévu de rembourser plus rapidement les dettes qu'il avait auprès des entreprises. Précisons que ces politiques ont permis alors de renouer avec la croissance et de réduire un peu le chômage. Mais, à l'époque, ces politiques ont été facilitées par une [politique monétaire](#) expansionniste. Nous allons voir maintenant en quoi elles consistent.

Rappelons enfin certaines critiques de ces politiques de relance que vous avez étudiées en classe de Première : le creusement du déficit budgétaire et l'augmentation de la dette publique.

2.1.2. *Les politiques monétaires expansionnistes : baisse des taux d'intérêt et accroissement des liquidités afin d'accroître l'offre de crédits des banques.*

Vous le savez, les politiques monétaires sont une deuxième forme de [politique économique](#) conjoncturelle. Lorsqu'il est nécessaire de relancer l'activité économique, une [politique monétaire](#) expansionniste peut être menée. Cette politique monétaire expansionniste prend trois voies. La première est celle d'une baisse des réserves obligatoires. Les banques doivent, en effet, obligatoirement détenir des liquidités sur leur compte à la [Banque centrale](#) : la quantité de liquidités immobilisées auprès de la Banque centrale correspond, en gros, à un pourcentage des

dépôts à vue (c'est-à-dire des comptes courants) gérés par la banque. Une baisse de ce pourcentage signifie que les banques commerciales peuvent accorder plus de crédits car elles ont des liquidités en plus qu'elles peuvent mobiliser en cas de besoin. Cette hausse des crédits accordés aux ménages et aux entreprises fait augmenter la consommation et l'[investissement](#), la [demande globale](#) donc. Ainsi, les entreprises produisent plus de biens et services de consommation et d'investissement et peuvent accroître l'[emploi](#) avec toutes les conséquences vues dans le paragraphe précédent. Ainsi, cela provoque une baisse du [chômage](#). Une autre voie est de prêter plus de liquidités. La Banque centrale prête plus de monnaie centrale aux banques de second rang (ou banques commerciales) ce qui réduit leur risque d'illiquidité : elles peuvent donc accorder plus de prêts, avec les mêmes conséquences que précédemment (première voie) sur la hausse de la demande globale, de la production et de l'emploi. Enfin, la Banque centrale peut offrir aux banques de second rang des liquidités à des taux d'intérêt plus faibles. Dans une telle situation, les banques de second rang vont pouvoir emprunter à moindre coût des liquidités : le risque d'illiquidité, en prêtant plus aux ménages et aux entreprises, se réduit. Elles pourront donc augmenter leurs prêts aux ménages et aux entreprises dont la demande augmentera. Ainsi, la production de biens et services de consommation et de biens de production augmentera et l'emploi aussi. Il y aura ainsi une accélération de la [croissance économique](#) et une baisse du chômage.

Illustrons tout cela. Une politique monétaire expansionniste a été menée durant la crise des subprimes. Attention cependant ! Les premières mesures ont plus visé à sauver les banques et le système financier qu'à relancer l'activité économique. Cependant, dès que cette crise financière a eu des effets négatifs sur l'activité réelle et le chômage, les Banques centrales ont continué à offrir plus de liquidités et à baisser les taux d'intérêt directeurs. Par exemple, la BCE a accru les liquidités offertes aux banques et cela avec des taux d'intérêt de plus en plus faibles : ils sont passés de 4 % avant la crise financière à 1 % jusqu'en 2009-2010. Pour ce qui concerne la France, le PIB de la France qui avait diminué de 2,9 % en 2009, a augmenté de 1,9 % en 2010 et de 2,2 % en 2011. Cette évolution est liée sans doute à l'augmentation de la demande intérieure provoquée notamment par cette politique monétaire expansionniste : après une baisse de 2,5 % en 2009, la demande intérieure a augmenté de 2,1 % en 2010 et encore de 2,1 % en 2011. Le [taux de chômage](#) a ainsi pu baisser de 9,5 % en 2009 à 9,1 % en 2011. Toutefois, vous l'avez vu en classe de première, on l'a rappelé dans le précédent paragraphe, il existe un effet pervers à ces politiques : une dette publique qui augmente beaucoup.

2.2. Les politiques d'allègement du coût du travail permettent de lutter contre le chômage structurel.

2.2.1. *Les effets positifs d'une politique d'allègement du coût du travail sur le niveau du chômage.*

À côté du [chômage](#) conjoncturel analysé par les économistes keynésiens, les économistes néoclassiques mettent en évidence, on l'a vu, un [chômage structurel](#) qui nécessite d'autres types de [politique économique](#). Ces derniers insistent sur le rôle du niveau des salaires et, plus largement, du [coût du travail](#) sur l'importance du chômage. Une baisse des salaires ou du coût du [travail](#) devrait dans ce cadre réduire le chômage pour deux raisons. Une baisse des salaires réduirait d'abord l'offre de travail (il devient moins intéressant de travailler). Ainsi l'écart entre [offre et demande](#) de travail deviendrait inexistant. De plus, une baisse des salaires devrait augmenter la demande de travail puisqu'il devient moins coûteux, pour les employeurs, d'embaucher. Une baisse des salaires se traduit donc par une égalisation de l'offre et de la demande de travail. Bien sûr, ce n'est pas l'État qui fixe les salaires sauf évidemment le [salaire minimum](#). Lorsqu'il existe, il faudrait donc soit le supprimer soit le baisser ou, à la rigueur, l'augmenter mais faiblement. Cependant, une autre solution moins coûteuse politiquement peut être proposée : réduire les cotisations sociales. Dans des pays comme la France où le financement de la [protection sociale](#) dépend largement des cotisations, une baisse peut être intéressante car elle ne réduit pas les salaires nets perçus par les salariés les moins bien rémunérés. Cette baisse des cotisations sociales réduit donc le coût du travail et incite les entreprises à augmenter les embauches, le nombre d'emplois. Vous voyez aussi un inconvénient de cette politique : comment financer le système de protection sociale si ses ressources sont réduites ? Précisons aussi que le calcul lié à l'embauche de travailleurs doit tenir compte de ce que rapporte le futur travailleur à l'entreprise, sa

productivité. Les employeurs mettent en balance ce que coûte un travailleur supplémentaire avec ce qu'il peut lui rapporter. C'est d'ailleurs pour cela que l'on peut estimer (contrairement à ce que préconisent les économistes néoclassiques) qu'une faible hausse des salaires peut favoriser l'embauche si, par ailleurs, la productivité du travail augmente plus. On voit là un problème de cette politique liée à l'évolution des salaires : les variations des salaires à la hausse ou à la baisse peuvent avoir des effets multiples et contradictoires sur le chômage.

2.2.2. *Des exemples illustratifs d'une politique de faible coût du travail : une comparaison entre la France et des pays anglo-saxons.*

Lorsque l'on compare le coût du travail en France et dans les pays anglo-saxons, on remarque qu'il est plus élevé en France. De plus, le taux de chômage en France est beaucoup plus élevé qu'au Royaume-Uni ou aux États-Unis. Un lien peut donc être établi. De même, lorsque l'on suit un pays dans le temps, on peut remarquer le même lien : un coût salarial plus élevé induit plus de chômage.

Lutter contre ce coût du travail trop élevé peut être une solution face au chômage structurel. Par exemple, en France, une politique suivie de baisse du coût du travail a été menée depuis 1993. Cette baisse a pris la forme d'une réduction des cotisations sociales pour les salaires les plus bas. Or, on constate qu'avant 1993 le nombre et la part des emplois non qualifiés dans l'emploi total baissaient de manière continue tandis que, depuis cette date, nombre et part augmentent. Cette politique semble donc utile même si pour certains économistes elle est très coûteuse (alors que le taux de chômage des peu qualifiés reste quand même très élevé : 17,8 % en 2020 contre 3,3 % pour les cadres et professions intellectuelles supérieures). De plus, cette politique n'a-t-elle pas pour conséquence de favoriser le développement d'emplois faiblement rémunérés ? C'est évidemment un débat qui agite les économistes.

2.3. Les politiques de formation pour lutter contre une autre forme de chômage structurel.

2.3.1. *Une formation des salariés adaptée aux besoins des employeurs favorise l'appariement de l'offre et de la demande de travail.*

Une meilleure formation est un atout pour les salariés et les entreprises. Elle permet une meilleure adaptation des qualifications des individus aux besoins du [marché du travail](#) facilitant leur embauche. Les salariés sont donc gagnants : ils peuvent trouver plus facilement un [emploi](#) ou changer d'emploi. De plus, on peut penser que des travailleurs mieux formés seront plus efficaces et auront plus de chances d'avoir un [salaire](#) plus élevé qu'avec une formation moins adaptée. Du côté des employeurs, une main d'œuvre formée selon leurs besoins sera plus productive ce qui réduit l'impact d'un salaire plus élevé.

Offreurs et demandeurs de travail ont donc intérêt à ce que la formation des salariés s'améliore. Cependant, vous le savez, former les salariés prend du temps (il faut concevoir une offre de formation avec des formateurs compétents) ; il peut être complexe d'anticiper les futurs besoins des employeurs et donc d'avoir des formations adaptées. Pour faire face à ce genre de problèmes, les employeurs peuvent eux-mêmes former ou participer à la formation professionnelle mais ils courent le risque d'investir pour ces formations qui risquent de profiter à d'autres employeurs sauf à former les travailleurs à un besoin spécifique à l'entreprise. Mais dans ce cas, le risque est reporté sur les salariés dont la formation n'est exploitable que dans l'entreprise en question ce qui peut les enfermer dans un emploi plutôt que leur ouvrir un éventail de possibilités.

Certains économistes mettent en avant un effet pervers de ce type de dispositif concernant les chômeurs participant à une formation : les attentes en matière d'emploi et de salaire seraient plus élevées ayant, à court terme, un effet négatif sur la reprise d'emploi, même si, à terme, les compétences acquises leur permettraient de trouver un emploi mieux rémunéré et plus stable.

2.3.2. Les exemples de la France et de l'Allemagne : une politique de formation professionnelle différente.

La formation continue et professionnelle en France connaît deux grands problèmes. En comparant avec la situation en Allemagne, on constate que l'apprentissage des jeunes notamment est peu développé. En effet, en 2018, moins de 10 % des jeunes dans l'enseignement secondaire étaient apprentis contre près de 40 % en Allemagne. Une des conséquences vraisemblables est un taux de [chômage](#) des 15-24 ans de 22,3 % en France contre 6,8 % en Allemagne. On voit ici tout l'intérêt d'une politique de formation par l'apprentissage qui rapproche les jeunes des entreprises, qui favorise leur insertion professionnelle.

Autre problème : la formation continue touche proportionnellement plus les plus qualifiés (les cadres par exemple) que les ouvriers non qualifiés dont le risque de connaître le chômage est beaucoup plus élevé. Un des enjeux est donc de développer une formation qui touche ceux qui en ont sans doute le plus besoin. Il s'agit donc d'étendre le droit à la formation. En France, le Compte Personnel de Formation permet ainsi d'acquérir des droits à la formation mobilisables durant toute sa carrière : 500 € par année de [travail](#) dans la limite de 5 000 €. Cet argent accumulé au cours de la carrière professionnelle permet de financer des formations selon le désir du salarié pour tout salarié. Cela peut être un plus pour les personnes les plus vulnérables sur le [marché du travail](#). On peut aussi penser que cela facilitera l'appariement de l'offre et de la demande de travail.

2.4. Les politiques de flexibilisation permettent de lutter contre les rigidités du marché du travail.

2.4.1. Les différentes formes de flexibilité peuvent favoriser l'adaptation des entreprises et réduire le chômage structurel.

Très souvent, la flexibilité du travail est résumée dans un tableau présentant les différentes formes qu'elle comprend :

Forme de flexibilité	Caractéristiques	<i>Exemples</i>
<u>Externalisation</u>	Partie de l'activité réalisée par d'autres entreprises.	<i>Sous-traitance, essaimage, réseaux d'entreprise : liens, avec d'autres entreprises, mobilisés en cas de besoin.</i>
Flexibilité fonctionnelle (ou flexibilité qualitative interne)	Les travailleurs changent d'activité en fonction des besoins de l'entreprise	<i>Polyvalence (importance des qualifications), ateliers flexibles : ce sont les travailleurs qui changent d'activité, en fonction des besoins pour produire plus de certains biens ou services.</i>
Flexibilité quantitative interne	Variation du temps de travail en fonction des besoins des entreprises	<i>Heures supplémentaires, <u>chômage</u> partiel, temps partiel, travail posté, aménagement du temps de travail : si les commandes augmentent, hausse des heures supplémentaires par exemple.</i>
Flexibilité quantitative externe	Les effectifs varient suivant les besoins de l'entreprise	<i>Intérim, travail saisonnier, CDD : embauches d'intérimaires, de CDD en cas de besoin.</i>
Flexibilité des rémunérations (ou flexibilité salariale)	Les charges salariales varient en fonction des résultats de l'entreprise	<i>Salaires au rendement, inexistence d'un <u>salaire minimum</u>, souplesse des <u>conventions collectives</u> permettant des baisses de salaire ; en France : passage à temps partiel, suppression des heures supplémentaires, de l'intéressement, des primes d'objectifs en cas de difficultés pour les entreprises.</i>

Précisons que l'externalisation (avec actuellement ce que l'on appelle l'uberisation des emplois c'est-à-dire la transformation d'un [contrat de travail](#) en contrat commercial par le biais par exemple d'un statut d'auto-entrepreneur, de micro-entrepreneur) n'est pas véritablement une forme de flexibilisation du [marché du travail](#). Il ne s'agit pas ici d'assouplir les règles du [marché](#) du travail mais de passer outre ces règles. De même la flexibilité fonctionnelle correspond à un ajustement de l'[emploi](#) sans passer à proprement parler par le marché du travail.

Penchons-nous donc sur les 3 autres formes de flexibilité du travail qui concernent plus les variations des quantités de travail et son prix. On s'intéresse donc bien au marché du travail sur lequel se déterminent prix et quantités échangées. La flexibilité quantitative interne a été particulièrement utilisée lors du confinement du fait de la covid-19. Il y a eu un assouplissement des règles de l'activité ou du chômage partiel : une aide de l'État a permis de maintenir en partie le [revenu](#) des salariés qui ne pouvaient pas travailler autant que le leur imposait leur contrat de travail. Cet assouplissement a permis d'éviter une hausse du chômage comme nous l'avons vu dans des chiffres au début du chapitre.

Cependant, les économistes néoclassiques, qui préconisent un assouplissement des règles rigidifiant le fonctionnement du marché du travail, insistent sur les deux dernières formes de flexibilité. Il s'agit de rendre plus souple, plus flexible le marché du travail afin que les entreprises puissent adapter rapidement leur main d'œuvre avec le moins de coûts possibles aux évolutions de leur environnement économique. Ainsi, pouvoir embaucher rapidement et sans coût excessif favorise la création d'emplois et l'embauche. De même, pouvoir licencier rapidement (avec peu de contraintes administratives) et avec des coûts faibles et prévisibles devrait favoriser l'embauche et réduire le chômage. La politique à mener est donc d'alléger la législation protectrice de l'emploi, selon une expression souvent employée.

Là encore, ces mesures font débat. Une critique souvent portée à ce type de mesure est de reporter les modifications de l'environnement de l'entreprise sur les travailleurs ce qui accroît leur précarité. De plus, en rendant la main d'œuvre moins attachée à une entreprise, il se peut que l'[investissement](#) du salarié soit moins forte et que l'entreprise, aussi, investisse moins en matière de formation sur ses salariés. Cela induirait ainsi une dégradation à long terme du [capital humain](#) des entreprises avec des conséquences finalement néfastes, au niveau macroéconomique, sur la [productivité](#), la [croissance économique](#) et l'emploi.

2.4.2. Des politiques de flexibilité aux politiques de flexisécurité.

Les politiques de [flexibilité](#) visent donc à assouplir le droit du [travail](#) afin de réduire l'importance du [chômage](#) structurel. De nombreuses mesures ont été décidées dans de nombreux pays pour favoriser notamment la flexibilité salariale et la flexibilité quantitative externe, notamment en France comme dans d'autres pays développés.

La flexibilité salariale a été un aspect des lois Hartz en Allemagne entre 2003 et 2005. Ont été créés des mini et des midi-jobs qui ont la particularité d'être des emplois correspondant à un faible nombre d'heures avec des cotisations sociales soit nulles soit réduites mais augmentant jusqu'à un plafond de niveau de [salaire](#) à partir desquels ces jobs ne sont plus possibles. En bref, ce sont des emplois à salaire modéré. Depuis ces réformes (elles étaient en lien avec la transformation du système d'indemnisation chômage qui est devenu plus restrictif), il semble que le taux d'activité, et le taux d'[emploi](#) ont augmenté. De plus, le chômage a baissé passant de 11 % environ à 5,5 %. Une part de cette baisse pourrait donc provenir d'une baisse du [chômage structurel](#) lié à toutes ces mesures. Toutefois, certains économistes mettent en évidence la faible qualité des emplois créés. En France, nous avons déjà vu, dans le paragraphe 2.2.2., l'intérêt et les limites aussi de cette politique de flexibilité salariale.

Une autre forme de flexibilité assez extrême concerne un aspect du [marché du travail](#) du Royaume-Uni : le contrat « zéro heure ». Il s'agit d'un contrat qui permet à l'employeur de faire travailler le salarié uniquement lorsqu'il a besoin de lui, le salarié étant payé en fonction du nombre d'heures effectivement réalisées. En contrepartie, le salarié n'est pas obligé d'accepter les heures de travail à faire. Ces contrats se seraient particulièrement développés dans l'hôtellerie-restauration, dans le social et la santé. Pour certains, cette forme extrême de flexibilité serait une des raisons du très faible [taux de chômage](#) au Royaume-Uni. Cependant, là encore, les inconvénients peuvent être importants pour les salariés en matière, bien évidemment de sécurité et de niveau de [revenu](#).

D'autres politiques tout en cherchant à offrir plus de flexibilité aux entreprises mettent l'accent aussi sur la sécurité dont doivent bénéficier les travailleurs. On parle de politique de flexisécurité. Le modèle souvent mis en avant est celui du Danemark. Les employeurs bénéficient d'une certaine facilité d'embauche et de licenciement : c'est l'aspect [flexibilité du marché du travail](#). Par contre, les chômeurs sont particulièrement bien aidés que ce soit en matière de revenu de remplacement (allocations chômage jusqu'à 90 % du salaire antérieur) ou d'aide pour trouver un emploi (formation, qui se déroule d'ailleurs tout au long de la vie) mais aussi d'incitation (voire d'obligation ...) à accepter un emploi. Ces mesures forment l'aspect sécurité pour le travailleur. Depuis la mise en place

de ces mesures à partir de 1993, le taux de chômage est passé d'environ 10 % à 5 % ... jusqu'à la crise financière. Il existe donc des formes différentes de flexibilité du [marché](#) du travail selon les pays favorisant un faible chômage structurel. Nous en avons vu aussi les inconvénients.

Synthèse à compléter avec les termes suivants :

Au niveau macroéconomique, il est d'usage de distinguer deux types de chômage, selon les mécanismes qui les engendrent. Les variations de l'activité économique donnent naissance à du chômage _____, que tente de réduire la politique macroéconomique _____ mobilisant les instruments _____ (notamment le taux d'intérêt) et _____ (le niveau des dépenses et des recettes de l'Etat). En outre, le chômage _____ est le chômage qui ne résulte pas des variations de l'activité économique à court terme. Il englobe différentes formes de chômage qui résultent de dysfonctionnements relatifs du marché du travail.

Alors que la lutte contre le chômage conjoncturel nécessite l'emploi de politiques macro-économiques de soutien à la _____; le chômage _____ appelle quant à lui la mise en œuvre de réformes structurelles qui tendent à rapprocher le fonctionnement du marché du travail concret d'un marché de _____ pure et parfaite en réduisant les rigidités _____, les problèmes informationnels ainsi que d'appariements entre employeurs et demandeurs d'emplois. Il est alors d'usage de mettre en œuvre des politiques d'allègement du _____ du travail, de flexibilisation du marché du travail et de formation pour réduire le chômage structurel.

Les politiques d'allègement du coût travail permettent de diminuer le coût du travail supporté par _____ et de l'inciter à embaucher, en améliorant le gain supplémentaire qu'il tire du salarié nouvellement embauché. Dans le cadre d'un raisonnement néoclassique, la réduction du coût des travailleurs peu qualifiés dont la productivité est insuffisante relativement au _____ pourrait favoriser leur embauche en rapprochant le salaire minimum du salaire _____ du marché.

Les politiques de flexibilisation quant à elles permettent d'assouplir le marché du travail en favorisant un ajustement plus rapide des salaires et de la main-d'œuvre par rapport aux besoins de l'entreprise qui doit adapter sa _____ à l'évolution du marché. La flexibilité du marché du travail favoriserait l'exercice du processus de destruction créatrice inhérent à des économies capitalistes dont l'innovation est le moteur. La flexibilité du travail permettrait alors la _____ d'emplois peu productifs et la création d'emplois plus productifs. Différentes formes de flexibilité du travail sont possibles. La flexibilité salariale consiste à lier l'évolution des salaires aux résultats de l'entreprise. Pour s'adapter à l'évolution de l'activité économique, les entreprises peuvent également avoir recours à la flexibilité quantitative _____ qui consiste à faire varier les effectifs de l'entreprise, à la flexibilité quantitative _____ qui permet de moduler les heures de travail ou encore à l'externalisation qui permet de déplacer le lien contractuel avec le travailleur de l'entreprise en le reportant sur d'autres afin d'ajuster au plus près de la demande le niveau de production souhaité.

La politique de formation contribue pour sa part à réduire le chômage d'_____ entre offres et demandes d'emplois en favorisant les reconversions nécessaires induites par le processus de destruction créatrice d'activités et d'emplois. Ainsi, en contribuant à améliorer les _____ entre les actifs _____ (en emplois) ou non (les chômeurs) et l'employeur sur le marché du travail, la politique de formation participe à son tour à diminuer le chômage _____.

appariements
SMIC
inadéquation
destruction
concurrence
monétaires
conjoncturel(le)
demande globale
production
budgétaires
l'employeur
d'équilibre
externe
interne
occupés
structurel
salariales
coût

Au niveau macroéconomique, il est d'usage de distinguer deux types de chômage, selon les mécanismes qui les engendrent. Les variations de l'activité économique donnent naissance à du chômage _____, que tente de réduire la politique macroéconomique _____ mobilisant les instruments _____ (notamment le taux d'intérêt) et _____ (le niveau des dépenses et des recettes de l'Etat). En outre, le chômage _____ est le chômage qui ne résulte pas des variations de l'activité économique à court terme. Il englobe différentes formes de chômage qui résultent de dysfonctionnements relatifs du marché du travail.

Alors que la lutte contre le chômage conjoncturel nécessite l'emploi de politiques macro-économiques de soutien à la _____; le chômage _____ appelle quant à lui la mise en œuvre de réformes structurelles qui tendent à rapprocher le fonctionnement du marché du travail concret d'un marché de _____ pure et parfaite en réduisant les rigidités _____, les problèmes informationnels ainsi que d'appariements entre employeurs et demandeurs d'emplois. Il est alors d'usage de mettre en œuvre des politiques d'allègement du _____ du travail, de flexibilisation du marché du travail et de formation pour réduire le chômage structurel.

Les politiques d'allègement du coût travail permettent de diminuer le coût du travail supporté par _____ et de l'inciter à embaucher, en améliorant le gain supplémentaire qu'il tire du salarié nouvellement embauché. Dans le cadre d'un raisonnement néoclassique, la réduction du coût des travailleurs peu qualifiés dont la productivité est insuffisante relativement au _____ pourrait favoriser leur embauche en rapprochant le salaire minimum du salaire _____ du marché.

Les politiques de flexibilisation quant à elles permettent d'assouplir le marché du travail en favorisant un ajustement plus rapide des salaires et de la main-d'œuvre par rapport aux besoins de l'entreprise qui doit adapter sa _____ à l'évolution du marché. La flexibilité du marché du travail favoriserait l'exercice du processus de destruction créatrice inhérent à des économies capitalistes dont l'innovation est le moteur. La flexibilité du travail permettrait alors la _____ d'emplois peu productifs et la création d'emplois plus productifs. Différentes formes de flexibilité du travail sont possibles. La flexibilité salariale consiste à lier l'évolution des salaires aux résultats de l'entreprise. Pour s'adapter à l'évolution de l'activité économique, les entreprises peuvent également avoir recours à la flexibilité quantitative _____ qui consiste à faire varier les effectifs de l'entreprise, à la flexibilité quantitative _____ qui permet de moduler les heures de travail ou encore à l'externalisation qui permet de déplacer le lien contractuel avec le travailleur de l'entreprise en le reportant sur d'autres afin d'ajuster au plus près de la demande le niveau de production souhaité.

La politique de formation contribue pour sa part à réduire le chômage d'_____ entre offres et demandes d'emplois en favorisant les reconversions nécessaires induites par le processus de destruction créatrice d'activités et d'emplois. Ainsi, en contribuant à améliorer les _____ entre les actifs _____ (en emplois) ou non (les chômeurs) et l'employeur sur le marché du travail, la politique de formation participe à son tour à diminuer le chômage _____.

Au niveau macroéconomique, il est d'usage de distinguer deux types de chômage, selon les mécanismes qui les engendrent. Les variations de l'activité économique donnent naissance à du chômage _____, que tente de réduire la politique macroéconomique _____ mobilisant les instruments _____ (notamment le taux d'intérêt) et _____ (le niveau des dépenses et des recettes de l'Etat). En outre, le chômage _____ est le chômage qui ne résulte pas des variations de l'activité économique à court terme. Il englobe différentes formes de chômage qui résultent de dysfonctionnements relatifs du marché du travail.

Alors que la lutte contre le chômage conjoncturel nécessite l'emploi de politiques macro-économiques de soutien à la _____; le chômage _____ appelle quant à lui la mise en œuvre de réformes structurelles qui tendent à rapprocher le fonctionnement du marché du travail concret d'un marché de _____ pure et parfaite en réduisant les rigidités _____, les problèmes informationnels ainsi que d'appariements entre employeurs et demandeurs d'emplois. Il est alors d'usage de mettre en œuvre des politiques d'allègement du _____ du travail, de flexibilisation du marché du travail et de formation pour réduire le chômage structurel.

Les politiques d'allègement du coût travail permettent de diminuer le coût du travail supporté par _____ et de l'inciter à embaucher, en améliorant le gain supplémentaire qu'il tire du salarié nouvellement embauché. Dans le cadre d'un raisonnement néoclassique, la réduction du coût des travailleurs peu qualifiés dont la productivité est insuffisante relativement au _____ pourrait favoriser leur embauche en rapprochant le salaire minimum du salaire _____ du marché.

Les politiques de flexibilisation quant à elles permettent d'assouplir le marché du travail en favorisant un ajustement plus rapide des salaires et de la main-d'œuvre par rapport aux besoins de l'entreprise qui doit adapter sa _____ à l'évolution du marché. La flexibilité du marché du travail favoriserait l'exercice du processus de destruction créatrice inhérent à des économies capitalistes dont l'innovation est le moteur. La flexibilité du travail permettrait alors la _____ d'emplois peu productifs et la création d'emplois plus productifs. Différentes formes de flexibilité du travail sont possibles. La flexibilité salariale consiste à lier l'évolution des salaires aux résultats de l'entreprise. Pour s'adapter à l'évolution de l'activité économique, les entreprises peuvent également avoir recours à la flexibilité quantitative _____ qui consiste à faire varier les effectifs de l'entreprise, à la flexibilité quantitative _____ qui permet de moduler les heures de travail ou encore à l'externalisation qui permet de déplacer le lien contractuel avec le travailleur de l'entreprise en le reportant sur d'autres afin d'ajuster au plus près de la demande le niveau de production souhaité.

La politique de formation contribue pour sa part à réduire le chômage d'_____ entre offres et demandes d'emplois en favorisant les reconversions nécessaires induites par le processus de destruction créatrice d'activités et d'emplois. Ainsi, en contribuant à améliorer les _____ entre les actifs _____ (en emplois) ou non (les chômeurs) et l'employeur sur le marché du travail, la politique de formation participe à son tour à diminuer le chômage _____.